Tribunal de l'expropriation

Rapport annuel 1983-1984

Québec

85-6287/

Tribunal de l'expropriation

Rapport annuel 1983-1984

Québec

Le contenu de cette publication
a été rédigé par le Tribunal
de l'expropriation

Cette édition a été produite par
la Direction générale des
publications gouvernementales

Dépôt légal — 4e trimestre 1984
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-551-09833-5
ISSN 0709-9649
© Gouvernement du Québec

Monsieur Pierre-Marc Johnson
Ministre de la Justice
Gouvernement du Québec
Québec

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de vous remettre le onzième rapport annuel du Tribunal de l'expropriation pour l'année se terminant le 30 septembre 1984.

La Loi sur l'expropriation n'exige pas le dépôt de ce rapport à l'Assemblée nationale mais sa publication fait suite à une recommandation du Protecteur du citoyen à l'effet que les activités de tout organisme indépendant devraient être portées à la connaissance du public et de ceux qui sont spécialement intéressés à cet organisme.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à ma très haute considération.

Le président,

Guy Dorion, j.c.p.
Le 12 novembre 1984

Monsieur Jacques Léonard
Ministre des Transports
Gouvernement du Québec
Québec

Monsieur le Ministre,

L'activité principale du Tribunal est l'application des titres II et III de la Loi sur l'expropriation, dont l'exécution relève du ministre des Transports, et, à cet effet, il me fait plaisir de vous transmettre, sous ce pli, copie du onzième rapport annuel.

Le titre I de la loi, qui constitue la charte du Tribunal de l'expropriation, relève du ministre de la Justice et, à ce titre, le rapport annuel lui est transmis.

Je vous prie de croire, Monsieur le Ministre, à ma très haute considération.

Le président,

Guy Dorion, j.c.p.
Le 12 novembre 1984

Table des matières

Ministres chargés de l'exécution de la Loi sur l'expropriation **9**

Liste des membres du Tribunal au 30 septembre 1984 **9**

Rapport du président **11**

La structure:

- — L'origine, la nature et les fonctions principales **15**
- — La loi constitutive et ses amendements **15**
- — Autres matières de la compétence du Tribunal de l'expropriation **15**
- — Les arrêtés en conseil **16**
- — Sections et juridiction **16**
- — Composition **16**

Les ressources financières **17**

Les ressources humaines **17**

Les statistiques administratives:

A-1 Sommaire de l'activité judiciaire annuelle 1983-1984 **18**

A-2 État comparatif des conférences préparatoires pour les années judiciaires 1982-1983 et 1983-1984 **19**

A-3 Statistiques comparatives des années judiciaires 1982-1983 et 1983-1984 **19**

A-4 Sommaire des activités du Tribunal de l'expropriation du 26 septembre 1973 au 30 septembre 1984 **20**

Les graphiques **21**

Addenda: Décisions du Tribunal en appel du 26 septembre 1973 au 1er octobre 1984 **23**

Ministres chargés de l'exécution de la Loi sur l'expropriation

Le ministre de la Justice, Monsieur Pierre-Marc Johnson, est chargé de l'application du titre premier de la loi.

Le ministre des Transports, Monsieur Jacques Léonard, est chargé de l'application des titres deuxième et troisième de la loi.

Liste des membres du Tribunal au 30 septembre 1984

M. Guy Dorion, j.c.p., président

M. Roger Savard, j.c.s.p.,[1]
Vice-président

M. Léon Nichols, j.c.p.,[2]
Vice-président

M. Jean-Marie Dussault, j.c.p.
Président adjoint

Madame Yvette Dussault-Mailloux, j.c.p.,[3]
Vice-présidente adjointe

Me Clovis Gagnon, notaire

M. Gérald Montambeault, ingénieur

M. Laurent Cantin, administrateur agréé

M. Jacques Prémont, évaluateur agréé

1 Retourné exercer ses fonctions judiciaires à la Cour des sessions de la paix le 15 mars 1984.

2 Nommé à ce poste le 17 octobre 1984.

3 Retournée exercer ses fonctions judiciaires à la Cour provinciale le 15 juin 1984.

Rapport du président pour l'année 1983-1984

Monsieur le Ministre,

Comme président du Tribunal de l'expropriation, il m'est agréable de vous soumettre le rapport annuel de cet organisme couvrant, comme les années précédentes, une période de douze mois allant du 1er octobre 1983 au 30 septembre 1984.

Membres du Tribunal:

La loi prescrit que le Tribunal est composé de dix personnes, dont cinq juges provenant de la Cour des sessions de la paix ou de la Cour provinciale et cinq membres non juges. Par tradition, le Gouvernement nomme à ces postes des gens de formation professionnelle variée ayant une connaissance, par formation ou par expérience, de l'évaluation de biens immobiliers, tels ingénieurs, évaluateurs, comptables, agronomes, notaires.

Objectif du Tribunal:

L'objectif du Tribunal est toujours de donner au public le meilleur service possible en rendant accessibles les conférences préparatoires, les auditions de causes et les visites des lieux.

Pour réaliser cet objectif, le Tribunal doit nécessairement se déplacer dans la province, partout où il peut trouver une salle convenable pour tenir ses conférences préparatoires ou ses séances d'enquête et d'audition.

Servir le public reste toujours l'objectif premier du Tribunal.

Activités de l'année 1983-1984:

Cette année, le Tribunal a tenu 278 jours d'enquête et d'audition, comparativement à 381 jours l'année précédente. Cette diminution sensible de plus du quart du nombre de jours d'enquête et d'audition est le résultat de multiples causes, principalement d'ordre administratif. Le Conseil des ministres a mis fin au mandat d'un membre non juge du Tribunal le 22 février 1984, alors que celui-ci était absent de son poste, sans autorisation, depuis déjà plus d'un an. Il n'a pas encore été remplacé.

C'est avec quatre divisions seulement et non cinq, tel que prescrit dans la loi, que le Tribunal a poursuivi ses activités depuis le 1er octobre 1983. Elles durent cependant être réduites considérablement à compter du 13 mars 1984, date où il était convenu que le vice-président du Tribunal à Montréal devait retourner à son poste de juge à la Cour des sessions de la paix.

À cette date, les activités étaient de nouveau réduites puisqu'il ne restait plus que quatre juges au lieu de cinq pour présider les quatre divisions. Depuis le 15 juin 1984, le nombre de divisions opérantes était réduit à trois, vu la terminaison à cette date du mandat de la vice-présidente adjointe à Montréal qui rejoignait alors son poste de juge à la Cour provinciale.

C'est une moyenne de trois divisions qui a permis au Tribunal de continuer ses activités durant les derniers douze mois, avec chacune en moyenne 93 jours de séances, moyenne comparable à celle de l'année précédente.

Comme l'an passé, sur les 200 jours ouvrables, c'est à peine 100 jours qui ont été consacrés aux délibérés, aux vacances des membres et aux absences pour maladie.

Malgré ces difficultés réelles rencontrées par le Tribunal, 242 ordonnances finales ont été rendues, comparativement à 215 l'année précédente. Cette légère progression s'explique par un nombre plus considérable d'enquêtes par défaut, d'une durée plus courte qu'une enquête au fond, et permettant l'audition d'un plus grand nombre de causes en moins de temps. C'est aussi explicable par un nombre accru de requêtes en désistement d'expropriation où l'enquête est également beaucoup plus forte.

La moyenne des ordonnances par division est de 80 chacune, comparativement à 54 l'année précédente.

À cela s'ajoutent les 313 ordonnances incidentes qui rejoignent sensiblement le nombre de 325 de celles de l'année précédente.

Ce sont 1 982 dossiers qui ont pu être fermés cette année, comparativement à 1 896 l'année dernière, alors que 1 470 nouveaux dossiers ont été ouverts, comparativement à 1 341 l'année dernière.

Le nombre total de dossiers à traiter est de 6 124 au 30 septembre 1984, comparativement à 6 206 l'année dernière. On constate là une diminution sans signification.

Au temps consacré pour l'enquête et l'auditon qui est révélé par les statistiques, on doit ajouter le temps consacré à de nombreux et longs voyages dûs à l'obligation qu'a le Tribunal de siéger dans tous les districts judiciaires de la Province et également le temps consacré à des visites de lieux qui, elles aussi, exigent souvent des voyages de bonne durée

Le Tribunal a fait des efforts spéciaux cette année pour augmenter les conférences préparatoires. La direction du Service technique s'est particulièrement attachée à cette tâche en intensifiant ses contacts avec les procureurs des expropriants et ceux des expropriés.

La conférence préparatoire est malheureusement boudée par les membres du Barreau, dont plusieurs ont le culte de la procédure contradictoire au point de ne pas vouloir discuter avant l'enquête des problèmes de leur client, craignant de révéler trop ouvertement leurs moyens de preuve et espérant conserver pour l'enquête des éléments susceptibles de prendre l'adversaire par surprise avec, croient-ils, avantage pour leur client.

Vu aujourd'hui l'encombrement des rôles, la nécessité de procéder plus rapidement, celle de diminuer les coûts des services juridiques, il serait utile de multiplier les conférences préparatoires et d'adopter à leur égard une mentalité plus ouverte.

Les efforts du Tribunal dans ce domaine ont permis dans les derniers douze mois de doubler le nombre de conférences préparatoires par rapport aux douze mois précédents, de conclure neuf ententes totales comparativement à aucune, et de porter de trois à cinq le nombre d'ententes partielles. Il y a de ce côté un espoir que les conférences se multiplient et qu'elles favoriseront le traitement d'un nombre accru de dossiers en cours d'année. C'est d'autant plus souhaitable que cette activité permet au justiciable d'avoir un accès plus informel et plus détendu à la justice administrative et d'en connaître plus intimement les rouages.

Ces activités intenses du Tribunal peuvent être menées à terme grâce à la collaboration soutenue de tous les juges et membres du Tribunal qui doivent être remerciés pour leur fidélité et leur dévouement aux activités de l'organisme.

Départs:

Des remerciements spéciaux doivent être adressés aux deux juges du Tribunal qui, au cours de l'année, ont quitté cet organisme pour retourner exercer la fonction judiciaire auprès des tribunaux dont ils étaient détachés.

Le juge Roger Savard, de la Cour des sessions de la paix, fut assigné au Tribunal de l'expropriation dès sa création, à l'automne 1973, au poste de vice-président adjoint, pour devenir vice-président en janvier 1975, au départ du premier titulaire de ce poste, le juge Paul Trudeau. Le juge Savard a apporté au Tribunal une expérience de plus de vingt ans de l'exercice de la profession d'avocat, une profonde science juridique et une excellente connaissance de l'expropriation.

Ses dix années de service au Tribunal ont été marquées de nombreuses ordonnances de très grande importance, dont celle concernant l'expropriation du service d'autobus de la Rive-Sud. Elles ont généralement révélé sa profonde connaissance de la matière et une science juridique sûre.

C'est aussi avec regret que le Tribunal a vu la juge Yvette Dussault-Mailloux rejoindre les rangs de la Cour provinciale le 15 juin 1984, à l'expiration de son mandat de cinq ans comme vice-présidente adjointe de cet organisme. Elle aussi a apporté au Tribunal une magnifique et efficace collaboration, un jugement sûr, et une précieuse expérience de l'enquête, ayant exercé antérieurement une fonction judiciaire pendant plusieurs années.

Les membres et juges du Tribunal gardent un excellent et vivace souvenir de ces deux collègues.

Décisions du Tribunal en appel:

Bien que les rapports de jurisprudence du Tribunal indiquent chaque année les décisions portées en appel, cette information n'a jamais été nulle part suivie du sort réservé à ces appels, ce qui se fera dans le rapport de 1984 et les suivants.

Pour combler cette carence d'information, de 1973 à 1984, dont quelques procureurs se sont plaints, vous trouverez en annexe de ce rapport annuel la liste de toutes les causes du Tribunal portées en appel depuis le 26 septembre 1973, date de sa création, et le résultat de ces appels, jusqu'au 1er octobre 1984.

États financiers:

Avec ses effectifs réduits depuis plus d'un an à 33 postes autorisés, excluant ceux des cinq juges, le Tribunal a pu, ces derniers douze mois, réaliser ses activités à l'aide d'un budget de 1 305 100 $, soit une réduction d'un peu plus de 580 600 $ sur celui de l'année passée.

Le budget prévu pour 1983-1984, qui était de 951 000 $, dut être révisé le 19 août 1983 et haussé de 354 100 $ devant la nécessité de couvrir les traitements des employés mis en disponibilité en mars 1983 et dont aucun n'avait encore été muté le 1er avril 1983. De fait, les dépenses de 1983-1984 se sont élevées à 1 162 500 $, soit un surplus de 142 500 $, grâce au travail du directeur du Service administratif qui a réussi au cours de l'année budgétaire à trouver un nouvel emploi à tous les employés mis en disponibilité, sauf un.

Cette capacité de fonctionner dans un budget aussi réduit résulte, pour une grande part, d'un dévouement inlassable des employés du Tribunal et de leur collaboration qui ne se dément pas à la réalisation de ses objectifs. Ils ont droit à une reconnaissance officielle pour ce magnifique travail.

Le rendement général du Tribunal a dû cependant être réduit comparativement à celui des années précédentes, son fonctionnement est beaucoup plus difficile et si le nombre de dossiers à traiter se maintient au niveau actuel, il faut dès maintenant songer à un accroissement minimum de personnel, principalement au niveau du Service technique.

Enfin, pour que le Tribunal puisse reprendre un rythme de travail capable de donner satisfaction à tous les contribuables affectés d'expropriation, il est nécessaire que ses effectifs soient comblés et que les nominations soient faites aux deux postes de juge vacants et au poste de membre vacant dans la section de Montréal.

Les amendements à la Loi sur l'expropriation mis en vigueur l'an dernier ont contribué largement à l'élimination de nombreux problèmes rencontrés en cette matière, notamment dans le cas de fixation d'indemnités lors de désistements, dans le cas des appels à la Cour d'Appel pour les locataires affectés et dans le cas de la fixation d'indemnités pour ces mêmes locataires.

De nombreux correctifs peuvent toujours être apportés au fonctionnement de la Loi sur l'expropriation. Le Tribunal est toujours sur le qui-vive à ce sujet et se fait fort d'en saisir le ministre de la Justice si ces problèmes deviennent d'une acuité telle qu'ils présentent des dangers de multiples et sérieuses injustices.

Les membres et le personnel du Tribunal de l'expropriation sont fiers des activités de cette année qui ont pu se poursuivre malgré les nombreuses difficultés signalées dans ce rapport.

Le tout respectueusement soumis,

Le président,

Guy Dorion, j.c.p.

Québec, le 31 octobre 1984

Addenda

Pour l'utilité des membres du Barreau et des évaluateurs intéressés en expropriation, le Tribunal publie en annexe à ce rapport la liste des causes portées en appel depuis l'existence du Tribunal, le 26 septembre 1973, jusqu'au 1er octobre 1984, avec le sort réservé à chacun de ces appels, la référence aux publications des ordonnances concernées et des jugements de la Cour d'Appel et de ceux signalés dans *Jurisprudence Express*.

La structure

L'origine, la nature et les fonctions principales

Le Tribunal de l'expropriation a été institué par l'entrée en vigueur de la Loi de l'expropriation le 26 septembre 1973. Le Tribunal de l'expropriation, qui est un organisme non régi par la Loi des tribunaux judiciaires, remplace la Régie des services publics en matière d'expropriation, le Bureau des expropriations de Montréal et les arbitres prévus au Code municipal.

La principale fonction de ce tribunal administratif est de fixer le montant des indemnités qui découlent de l'imposition de réserves pour fins publiques et de l'expropriation d'immeubles ou de droits réels immobiliers. Toutes les décisions du Tribunal sont rédigées par écrit sous forme d'ordonnances et délivrées aux parties et à leurs procureurs.

Le Tribunal et chacun de ses membres sont investis des pouvoirs et immunités de commissaires nommés en vertu de la Loi sur les commissions d'enquête (L.R.Q. 1977, c. C-37)

La loi constitutive et ses amendements

La Loi de l'expropriation (Lois du Québec, 1973, c. 38) institue un organisme appelé le Tribunal de l'expropriation. Cette loi fut modifiée par la Loi modifiant la Loi de l'expropriation (L.Q. 1973, c. 39) et la Loi modifiant la Loi de l'expropriation (L.Q. 1975, c. 47).

La Loi de l'expropriation a été remplacée par la Loi sur l'expropriation dans les Lois refondues du Québec de 1977, étant le chapitre E-24 de ces Statuts. Une modification à l'article 4 de la Loi sur l'expropriation a été sanctionnée le 23 juin 1978 (L.Q. 1978, c. 19). Une modification aux articles 37 et 49 a été sanctionnée le 21 décembre 1979 (L.Q. 1979, c. 72 et c. 83). Une nouvelle modification a été faite les 26 juin et le 1er octobre 1983 (L.Q. 1983, c. 21).

Autres matières de la compétence du Tribunal de l'expropriation

Loi concernant l'Île d'Orléans (S.R.Q. 1941, c. 250, a. 11)

Fixation de l'indemnité à être accordée, par suite de non-entente entre les parties, suite à la démolition de tout poste de distribution de gazoline ou d'huile érigé depuis le 1er janvier 1934, qui n'a pas été approuvé ou autorisé par certificat.

Loi du drainage (S.R.Q. 1941, c. 112, a. 56)

Considérant le nouvel article 147 de la Loi de l'expropriation, tel qu'amendé par le chapitre 39 de 1973, sanctionné le 13 décembre 1973, il serait de la compétence du Tribunal de l'expropriation d'agir comme arbitre des différends en matière de drainage, lorsque, comme le mentionne l'article 147 de la loi précitée, il s'agit de la fixation de dommages ou d'indemnités.

Loi sur le régime des eaux (L.R.Q. 1977, c. R-13, a. 13, 14 et 15)

Évaluation des dommages résultant d'inondations par suite d'une trop grande élévation d'écluses de barrages établies en vertu de la Loi du régime des eaux.

Loi sur le régime des eaux (L.R.Q. 1977, c. R-13, a. 17 et 25)

Fixation du délai de paiement de l'indemnité payable à la suite d'expropriation d'immeubles ou de partie d'immeubles nécessaires pour y établir et exploiter des voies d'embranchement communiquant avec une ligne de chemin de fer.

Loi sur la voirie (L.R.Q. 1977, c. V-8, a. 32)

Fixation de la contribution exigible par le ministre des Transports pour l'entretien, l'émondage, le déplacement ou le remplacement d'arbres croissant près des poteaux ou de fils.

Loi sur la voirie (L.R.Q. 1977, c. V-8, a. 44)

Détermination de la manière dont doivent être faits les ouvrages et des personnes responsables des dépenses de constructions et d'entretien des ouvrages permettant de passer sur le fossé d'un chemin que le ministre des Transports entretient.

Loi sur la voirie (L.R.Q. 1977, c. V-8, a. 45)

Détermination de la personne responsable des travaux nécessaires pour poser, réparer et entretenir un conduit sous un chemin entretenu par le ministre des Transports et fixation de la manière et des frais de ces travaux.

Loi sur la voirie (L.R.Q. 1977, c. V-8, a. 46)

Détermination de la manière de faire les travaux et d'en répartir le coût pour la réalisation ou l'entretien d'un cours d'eau dans lequel s'écoule en même temps les eaux d'un chemin entretenu par le ministre des Transports.

Loi sur la voirie (L.R.Q. 1977, c. V-8, a. 88)

Fixation des dommages causés à des biens-fonds dont le ministre des Transports serait responsable par suite de la mise à exécution de la Loi sur la voirie.

Loi des chemins de fer (L.R.Q. 1977, c. C-14, a. 95)

Obligation de s'en tenir au prix convenu, comme si ce prix eut été une sentence du Tribunal de l'expropriation, lors de contrats ou arrangements passés avant le dépôt d'un plan descripteur, dans le but d'acquérir les terrains nécessaires au chemin de fer.

Loi pour faciliter l'établissement de services municipaux d'aqueduc et d'égout (Statuts de Québec — 4-5 Élizabeth II, 1955-56, c. 58, a. 10 amendé par 6-7 Élizabeth II, 1957-58, c. 39, a. 10)

Fixation de l'indemnité à être accordée au propriétaire ou à toute autre corporation municipale, par suite de dommages subis dans le but d'acquérir toute source d'approvisionnement d'eau et tous terrains, droits de passage et autres servitudes dont elle juge avoir besoin pour l'établissement ou l'amélioration de services d'aqueduc et d'égout.

À noter qu'il existe un certain nombre de lois spéciales concernant la charte particulière de certaines municipalités, lois dans lesquelles il est question d'expropriation et où le Tribunal de l'expropriation serait également compétent pour fixer l'indemnité à être accordée.

Cette liste n'est pas exhaustive.

Arrêtés en conseil

Ordonnances adoptées par le Tribunal de l'expropriation relativement au processus de mise en vigueur de ses règles de pratique et de procédure (Loi de l'expropriation, 1973, c. 38, art. 21).

A.C. 4191-73 — 21 novembre 1973, Gazette officielle du Québec, 12 décembre 1973, partie 2, n° 35.

A.C. 1616-4 — 8 mai 1974, Gazette officielle du Québec, 12 juin 1974, partie 2, n° 16.

A.C. 1337-78 — 26 avril 1978, Gazette officielle du Québec, 17 mai 1978, partie 2, n° 24.

A.C. 1288-80 — 28 avril 1980, Gazette officielle du Québec, 14 mai 1980, partie 2, n° 23.

Décret 2254-83 — 1er novembre 1983, Gazette officielle du Québec, 23 novembre 1983, partie 2, n° 49.

Sections et juridiction

Le Tribunal est divisé en deux sections: celle de Québec a compétence dans les districts judiciaires pour lesquels les appels sont portés devant la Cour d'appel siégeant à Québec et celle de Montréal dans les districts pour lesquels ces appels sont portés devant la Cour d'appel à Montréal.

Composition

Le Tribunal est composé de dix membres nommés par le lieutenant-gouverneur en conseil, dont quatre pour la section de Québec et six pour la section de Montréal.

Deux de ces membres pour la section de Québec et trois d'entre eux pour la section de Montréal sont nommés parmi les juges de la Cour provinciale ou de la Cour des sessions de la paix.

Le président a ses bureaux à Québec et à Montréal. Le président adjoint et deux membres ont leur bureau au siège social à Québec. Le vice-président, le vice-président adjoint, un juge et trois membres ont leur bureau à Montréal. À la discrétion du président ou du vice-président, selon le cas, un membre peut siéger dans l'une ou l'autre des sections du Tribunal.

Ressources financières

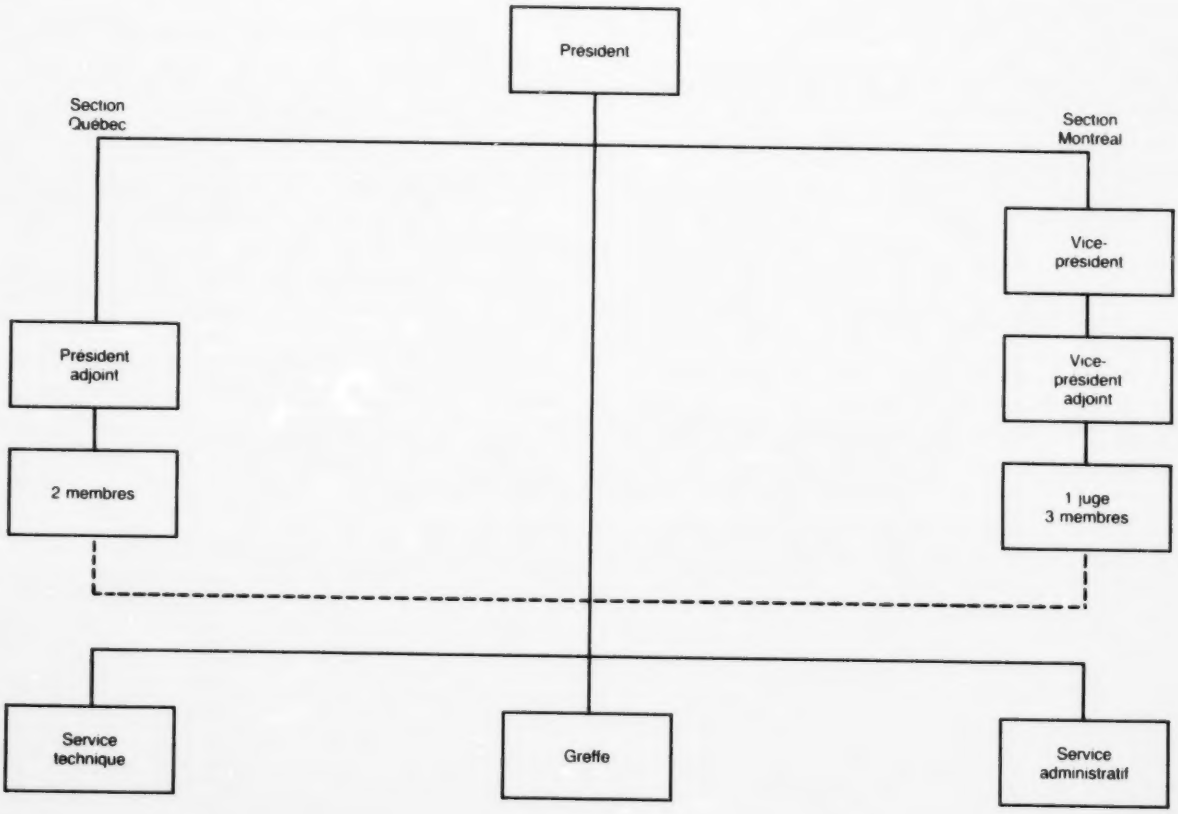
Le budget prévu au Tribunal pour l'année financière 1983-1984 s'élevait à 1 305 100 $ comparativement à 1 885 700 $ (après compressions) pour l'année précédente.

Il se répartit comme suit:	**1 305 100 $**
— Traitements	1 215 800 $
— Transports et communications	32 000
— Services professionnels	24 000
— Entretien et réparations	5 200
— Loyer	4 600
— Fournitures	10 300
— Matériel et équipement	6 400
— Autres dépenses	6 800
	1 305 100 $

Ressources humaines

Hors effectifs autorisés: 5 juges

— Membres	5
— Administrateur	1
— Professionnels	4
— Fonctionnaires	21
— Occasionnels	2
Postes autorisés	33



Statistiques administratives

Sommaire

A Districts d'appel de Québec et de Montréal

1 Sommaire de l'activité judiciaire annuelle 1983-1984

Du 1er octobre 1983 au 30 septembre 1984	Québec	Montréal	Total
1. Avis d'expropriation	383	1028	1411
2. Requêtes	48	4	52
3. Dossiers Cour supérieure	7	0	7
4. Nouvelles causes portées au rôle général			
a) par défaut	53	134	187
b) au fond	122	174	296
Total	**175**	**308**	**483**
5. Causes portées au rôle de pratique	41	46	87
6. Causes portées au rôle d'urgence et autres	8	0	8
7. Jours d'enquête et audition	114	164	278
8. Appels de rôle	3	14	17
9. Dossiers terminés par règlement hors tribunal ou avis du greffier	634	1106	1740
10. Ordonnances			
a) finales	48	194	242
b) autres	144	169	313
Total	**192**	**363**	**555**
11. Dossiers terminés entre le 1er octobre 1983 et le 30 septembre 1984	682	1300	1982
12. Dossiers actifs au 30 septembre 1984	2473	3651	6124
13. Indemnités			
a) sur ordonnances	1 838 174,39 $	5 443 659,87 $	7 281 834,26 $
b) sur règlements	6 026 052,62 $	20 304 437,54 $	26 330 490,16 $
Sommes des droits perçus sur procédure du 1er octobre 1983 au 30 septembre 1984	12 550,12 $	28 074,25 $	40 624,37 $

A Districts d'appel de Québec et de Montréal

2 État comparatif des conférences préparatoires pour les années judiciaires 1982-1983 et 1983-1984

District d'appel	Québec		Montréal		Total	
Année judiciaire	**1982-1983**	**1983-1984**	**1982-1983**	**1983-1984**	**1982-1983**	**1983-1984**
Séances tenues	8	14	4	14	14	28
Séances annulées	2	4	2	10	4	14
Séances remises	—	—	3	1	3	1
Séances fixées	10	18	11	25	21	43
Résultats des séances fixées						
a) ententes totales	—	5	—	4	—	9
b) ententes partielles	3	1	—	4	3	5
c) impossibilité d'entente	5	7	6	8	11	15
d) prolongation de séance	—	1	—	—	—	1
e) partie(s) absente(s)	—	1	5	—	5	1
f) rapports non produits	2	3	—	9	2	12
Total	**10**	**18**	**11**	**25**	**21**	**43**
Ordonnances rendues suite aux ententes totales	2	—	—	—	2	—
Dossiers déclarés réglés entre la date de la conférence préparatoire et la date d'audition	4	9	—	11	4	20

A Districts d'appel de Québec et de Montréal

3 Statistiques comparatives des années judiciaires 1982-1983 et 1983-1984

District d'appel	Québec		Montréal		Total	
Année judiciaire	**1982-1983**	**1983-1984**	**1982-1983**	**1983-1984**	**1982-1983**	**1983-1984**
Jours d'enquête et audition	148	114	233	164	381	278
Dossiers terminés par règlement hors tribunal	767*	634	914	1 106	1 681	1 740
Ordonnances						
a) finales	68	48	147	194	215	242
b) autres	169	144	156	169	325	313
Total	**237**	**192**	**303**	**363**	**540**	**555**
Dossiers terminés	835	682	1 061	1 300	1 896	1 982

* Une ordonnance a fermé deux (2) dossiers.

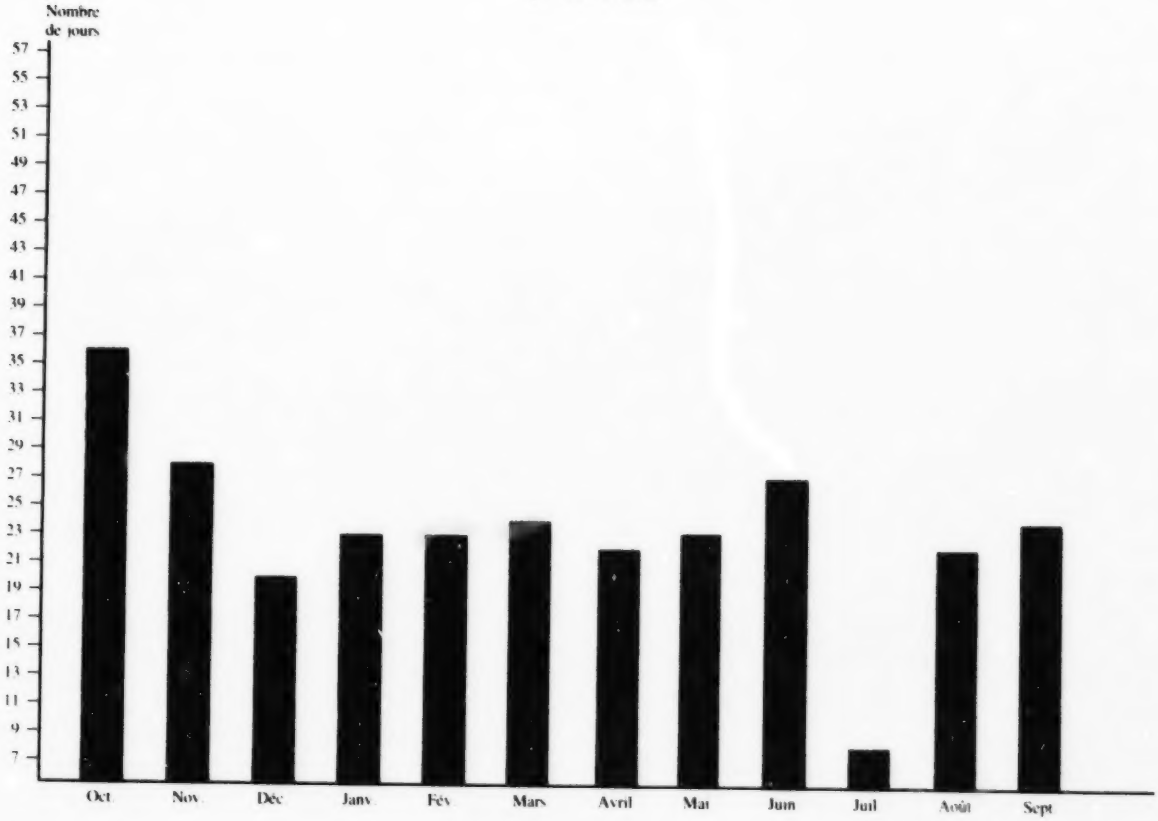
A Districts d'appel de Québec et de Montréal

4 Sommaire des activités du Tribunal de l'expropriation du 26 septembre 1973 au 30 septembre 1984

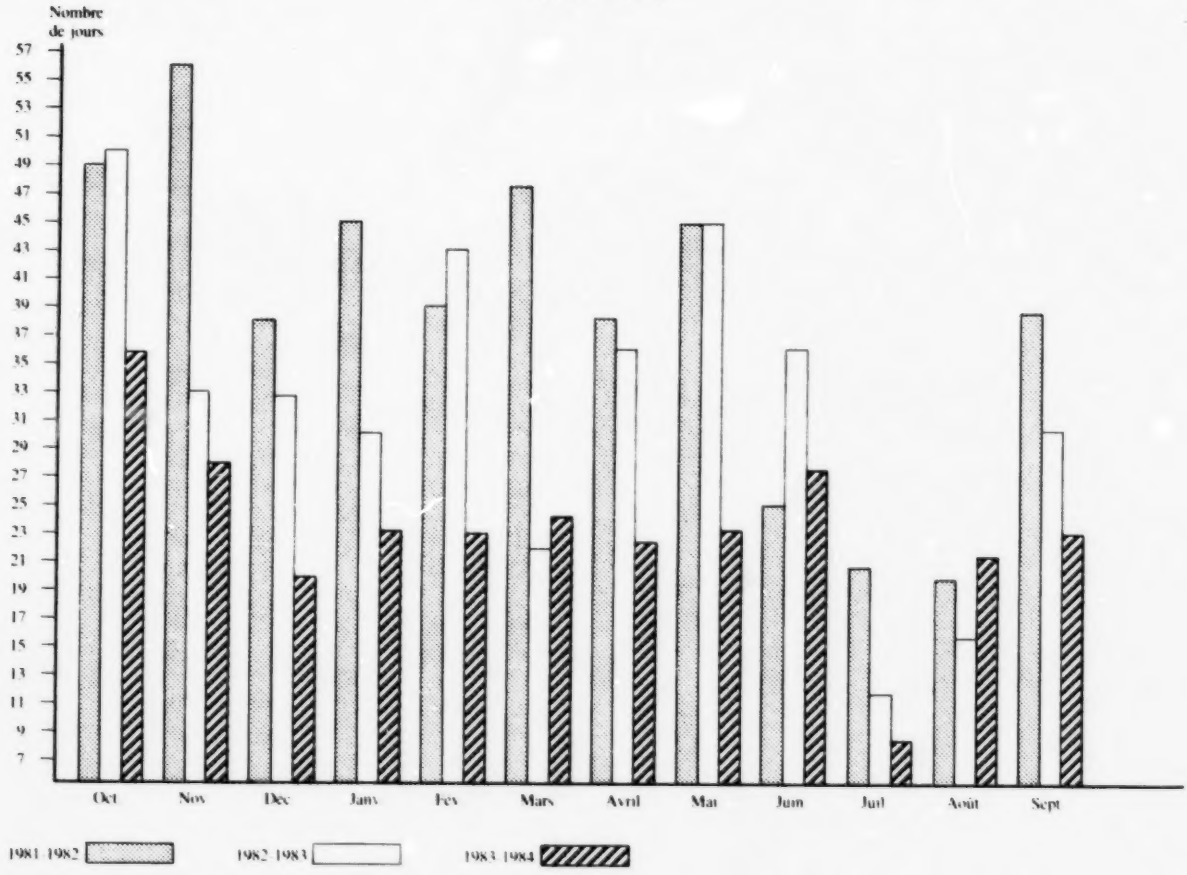
Année judiciaire	Dossiers au 30 septembre		Dossiers terminés durant l'année		Ordonnances finales		Jours d'enquête et d'audition	
		Total		**Total**		**Total**		**Total**
1973-1974	Qué: 1 418	**3 779**	Qué: 753	**1 539**	Qué: 44	**325**	Qué: 70	**282**
	Mtl: 2 361		Mtl: 786		Mtl: 281		Mtl: 212	
1974-1975	Qué: 1 665	**4 645**	Qué: 1 162	**2 198**	Qué: 87	**300**	Qué: 104	**329**
	Mtl: 2 980		Mtl: 1 036		Mtl: 213		Mtl: 225	
1975-1976	Qué: 2 142	**5 919**	Qué: 1 143	**2 354**	Qué: 42	**243**	Qué: 117	**403**
	Mtl: 3 777		Mtl: 1 211		Mtl: 201		Mtl: 286	
1976-1977	Qué: 2 503	**6 852**	Qué: 1 259	**2 172**	Qué: 40	**147**	Qué: 163	**414**
	Mtl: 4 349		Mtl: 913		Mtl: 107		Mtl: 251	
1977-1978	Qué: 2 654	**7 359**	Qué: 1 534	**2 771**	Qué: 41	**270**	Qué: 159	**462**
	Mtl: 4 705		Mtl: 1 237		Mtl: 229		Mtl: 303	
1978-1979	Qué: 2 732	**7 161**	Qué: 1 408	**2 798**	Qué: 45	**263**	Qué: 144	**375**
	Mtl: 4 429		Mtl: 1 390		Mtl: 218		Mtl: 231	
1979-1980	Qué: 2 913	**7 202**	Qué: 1 293	**2 558**	Qué: 44	**230**	Qué: 125	**334**
	Mtl: 4 289		Mtl: 1 265		Mtl: 186		Mtl: 209	
1980-1981	Qué: 2 980	**7 560**	Qué: 1 298	**2 575**	Qué: 40	**220**	Qué: 168	**383**
	Mtl: 4 580		Mtl: 1 277		Mtl: 180		Mtl: 215	
1981-1982	Qué: 2 868	**7 196**	Qué: 989	**2 186**	Qué: 55	**224**	Qué: 153	**457**
	Mtl: 4 328		Mtl: 1 197		Mtl: 169		Mtl: 304	
1982-1983	Qué: 2 725	**6 206**	Qué: 835	**1 896**	Qué: 68*	**215**	Qué: 148	**382**
	Mtl: 3 481		Mtl: 1 061		Mtl: 147		Mtl: 234	
1983-1984	Qué: 2 473	**6 124**	Qué: 682	**1 982**	Qué: 48	**242**	Qué: 114	**278**
	Mtl: 3 651		Mtl: 1 300		Mtl: 194		Mtl: 164	

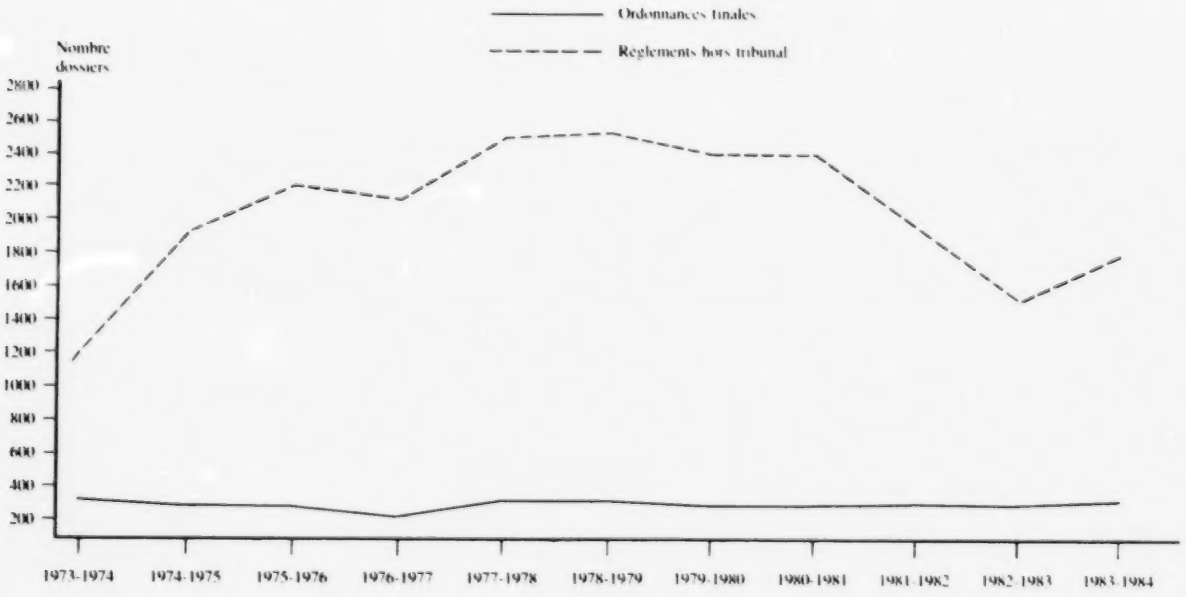
* Une ordonnance a fermé deux (2) dossiers.

Jours d'enquête et audition
(Québec et Montréal)
(1983-1984)



Jours d'enquête et audition
(Québec et Montréal)
(1983-1984)





Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-000058-73Q C.A. 200-09-000182-74	A. Madore & Fils Inc. (appelante) -et- Cité de Drummondville	74-02-07	(1974) T.E. 1 Vol. 1	74-10-10	Désistement le 76-07-14	
34-000074-73Q C.A. 200-09-000181-74	Les Immeubles Madore Ltée (appelante) -et- Cité de Drummondville	74-02-07		74-10-10	Désistement le 76-07-14	
34-000235-73Q	Corporation Municipale de la Ville de Baie St-Paul (appelante) -et- Roland Simard	74-10-15		74-12-05	R.H.C. le 75-02-17	
34-000444-73Q	Lionel Roy (appelant) -et- Ministre des Transports	74-11-14		74-12-05	Désistement le 75-06-17	
34-000251-73Q	Polyrès Inc. (appelante) -et- Collège d'enseignement général et professionnel de Shawinigan	74-09-05	(1974) T.E. 16 Vol. 2	74-12-13	Indemnité augmentée de 3 466,48 $ le 77-10-13	
20-4611-X C.A. 500-09-001164-74	Cité de Dorval -et- Elmcrest Realties Ltd.	74-11-08	(1974) T.E. 102 Vol. 2	74-12-23	Appel rejeté le 77-03-03	
C.A. 500-09-000960-73	Ville de Montréal (appelante) -et- Poupart Ltée	—		1973	Indemnité additionnelle accordée le 76-08-04	(1976) C.A. 680
34-000013-74Q C.A. 200-09-000581-74	Ministre des Transports (appelant) -et- Dame Jean Landry	74-09-30	(1974) T.E. 45 Vol. 2	1974	Appel rejeté le 76-01-29	(1976) C.A. 216
34-000089-73Q C.A. 200-09-000335-742	St-Patrick Realty Co. (appelante) -et- Ministre des Transports	74-04-08	(1974) T.E. 51 Vol. 1	74-07-10	Appel rejeté le 77-01-31	
34-000130-74Q C.A. 200-09-000397-74	D. Dupéré Inc. (appelant) -et- Ministre des Transports	74-06-21	(1974) T.E. 192 Vol. 1	74-09-06	Appel rejeté le 77-09-01	

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
3435-X C.A. 200-09-000448-743	Émilien Allard Ltée (appelante) -et- Ministre des Transports	74-07-22	(1974) T.E. 245	74-09-24	Désistement le 75-09-02	
34-000359-73Q	Cité de Rivière-du-Loup (appelante) -et- Marc Dubé	74-07-18		74-10-04	Appel rejeté le 77-02-09	
20-5159-X C.A. 500-09-000447-755	Commission Scolaire Régionale Le Royer (appelante) -et- Larissa Dev. Corp.	—		1975	Appel rejeté le 76-02-24	(1976) C.A. 222
34-000300-75Q C.A. 200-09-000219-75	Ville de Québec (appelante) -et- Georges Daigle	R.H.T. 82-01-11		1975	Appel rejeté le 77-04-05	(1977) C.A. 163
34-000031-74Q	Eddy Gallagher (appelant) -et- Ministre des Transports	74-11-28		75-01-23	Appel rejeté le 77-02-23	
34-000574-74M C.A. 500-09-000157-750	Ville de Montréal (appelante) -et- José Lerner	74-12-31		75-02-14	Indemnité diminuée de 40 812,20 $ le 78-12-28	(1979) C.A. 152 J.E. 79-83
34-000575-74M C.A. 500-09-000158-758	Ville de Montréal -et- Frank Gédéon	74-12-31		74-02-14	Indemnité diminuée de 12 819,92 $ le 78-12-28	
34-000576-74M C.A. 500-09-000156-752	Ville de Montréal -et- Succ. Auguste Dionne & Al.	74-12-31		75-02-14	Indemnité diminuée de 82 503,73 $ le 78-12-28	
34-000579-74M C.A. 500-09-000161-752	Ville de Montréal -et- The Fidelity Ltd.	74-12-31		75-02-14	Indemnité diminuée de 15 909,64 $ le 78-12-28	
34-000580-74M C.A. 500-09-000163-758	Ville de Montréal -et- Bold Investment Corp.	74-12-31		75-02-14	Indemnité diminuée de 58 368,93 $ le 78-12-28	
34-000581-74M C.A. 500-09-000154-757	Ville de Montréal -et- Hyman Filler	74-12-31		75-02-14	Indemnité diminuée de 17 432,70 $ le 78-12-28	
34-000583-74M C.A. 500-09-000162-750	Ville de Montréal -et- Estate Lorne Schwartz	74-12-31		75-02-14	Indemnité diminuée de 4 326,41 $ le 78-12-28	
34-000584-74M C.A. 500-09-000155-754	Ville de Montréal -et- Dionne Limitée	74-12-31		75-02-14	Indemnité diminuée de 5 401,24 $ le 78-12-28	
34-000585-74M C.A. 500-09-000153-759	Ville de Montréal -et- Peter Waszcyszak & Al	74-12-31		75-02-14	Indemnité diminuée de 4 844,52 $ le 78-12-28	

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-000586-74M C.A. 500-09-000508-754	Ville de Montréal -et- Filler Manufacturing Ltd.	74-12-31		75-02-14	Apel rejeté le 78-12-21	
34-000587-74M C.A. 500-09-000151-753	Ville de Montréal -et- Gallia Building Inc.	75-01-06		75-02-14	Appel rejeté le 78-12-28	
34-000589-74M C.A. 500-09-000160-754	Ville de Montréal -et- Horn Realty Co. Ltd.	74-12-31		75-02-14	Indemnité diminuée de 258 621,00 $ le 78-12-28	
34-000591-74M C.A. 500-09-000159-756	Ville de Montréal -et- Estate Jack Horn	74-12-31		75-02-14	Indemnité diminuée de 11 677,05 $ le 78-12-28	
34-000592-74M C.A. 500-09-000152-751	Ville de Montréal -et- Doal Realties Ltd.	74-12-31		75-02-14	Indemnité diminuée de 18 004,75 $ le 78-12-28	
34-000533-74Q	Cité de Jonquière (appelante) -et- Dame Eugène Lavoie	75-01-15		75-03-12	Désistement le 75-09-02	
34-000538-74Q	Cité de Jonquière (appelante) -et- Mlle Lucette Truchon & Als	75-02-07	(1975) T.E. 113 Vol. 1	75-03-12	Désistement le 75-09-02	
34-000096-74M C.A. 500-09-000646-752	Comm. Transports de Laval (app.) -et- Marcel Pesant & Al (Mille-Îles Autobus)	75-05-12	(1975) T.E. 293 Vol. 1	75-06-10	Indemnité diminuée de 619 624,03 $ le 78-12-01	(1979) C.A. 472 J.E. 79-59
34-000062-73Q C.A. 200-09-000384-75	Alphonse Valois (appelant) -et- Ministre des Transports	75-04-18	(1975) T.E. 182 Vol. 1	75-06-30	Indemnité augmentée de 2 640,00 $ le 77-07-22	(1977) C.A. 449
20-6505-X C.A. 500-09-000762-757	Soc. Aménagement Outaouais -et- Léo Paquin	75-03-15	(1975) T.E. 316 Vol. 1	75-07-04	Appel rejeté le 77-08-11	
34-000125-75 C.A. 200-09-000127-75	La Chaine coopérative du Saguenay (appelante) -et- Ministre des Transports	75-01-21	(1975) T.E. 47 Vol. 1	75-07-08	Indemnité augmentée de 85 345,78 $ le 81-08-07	(1981) C.A. 526 J.E. 81-836
34-000091-73Q C.A. 200-09-000490-752	J.B. Hervé Tremblay (appelant) -et- Ministre des Transports	75-06-27	(1975) T.E. 448 Vol. 1	75-09-24	Appel rejeté le 82-06-30	
R.S.P. 167 C.A. 500-09-001097-757	Ville de Montréal -et Shell Canada Ltd.	75-06-30	(1975) T.E. 436 Vol. 1	75-10-08	Appel rejeté le 78-04-27	

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-000385-73Q	Paul Martel (appelant) -et- Commission scolaire régionale Lac St-Jean	75-05-09	(1975) T.E. 259 Vol. 1	75-10-09	Appel rejeté le 81-03-27	
20-4646-X C.A. 500-09-001099-753	Cité de Côte St-Luc -et- Ivanhoe Corp.	75-07-03	(1975) T.E. 1 Vol. 2	75-11-07	Appel rejeté le 77-08-17	
20-6064-X C.A. 500-09-000502-757	Cité de Sherbrooke -et- Georges Dubuc	75-10-09	(1975) T.E. 198 Vol. 2	75-11-10	Indemnité diminuée de 13 208,15 $ le 78-02-10	
20-4758-X C.A. 500-09-000547-752	Ministre des Transports -et- Consumers Metal Corp.	74-12-31	(1974) T.E. 239 Vol. 2	75-11-13	Indemnité augmentée de 47 840,00 $ le 78-09-29 Appel incident rejeté	J.E. 78-893
20-6065-X C.A. 500-09-001212-752	Cité de Sherbrooke -et- Lionel Blouin	75-03-21		75-11-27	Indemnité diminuée de 13 208,15 $ le 78-02-10	
34-000674-74Q	Ville de Hauterive (appelante) -et- Paul Fortin	75-05-20	(1975) T.E. 336 Vol. 1	75-12-02	Appel rejeté le 77-12-28	
34-000333-74Q C.A. 200-09-000615-75	Club athlétique Champlain Ltée (appelante) -et- Ministre des Transports	75-11-03	(1975) T.E. 230 Vol. 2	75-12-23	Appel rejeté le 79-01-15	(1979) C.A. 161 J.E. 79-104
20-7312-X C.A. 500-09-001418-755	Cité de St-Léonard -et- City View Construction Ltd.	75-09-12	(1975) T.E. 179 Vol. 2	75-12-29	Appel rejeté le 78-02-13	
34-000088-74M C.A. 500-09-000052-761	Comm. de Transports de Laval -et- Yvan Levis & Al.	75-11-06	(1975) T.E. 354 Vol. 2	76-01-16	R.H.C. en 1977	
20-4889-X C.A. 500-09-000270-751	Cité de St-Laurent -et- Industrial Glass Co. Ltd.	75-10-09	(1974) T.E. 65 Vol. 2	76-04-28	Indemnité augmentée de 5 323,75 $ le 78-02-22	
34-000406-73Q C.A. 200-09-000398-765	Ministre des Transports (appelant) -et- Restaurants et Hôtels Châtelaine	76-02-26	(1976) T.E. 19 Vol. 1	1976	Appel rejeté le 77-09-02	(1977) C.A. 454
34-000842-79Q C.A. 500-09-000637-769	Ministre des Transports (appelant) -et- Germaine Lalonde	—		1976	Appel rejeté le 80-04-14	(1980) C.A. 130 J.E. 80-275

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
C.A. 500-09-000223-768	Luc Sylvestre (appelant) -et- Procureur général du Québec	—		1976	Appel rejeté le 80-06-02	(1980) C.A. 508 J.E. 80-529
34-000676-74Q	Ville de Hauterive (appelante) -et- Maurice Tremblay	75-12-15		76-04-02	R.H.C. le 78-03-30	
34-000727-74M C.A. 500-09-000308-767	Ville de Ste-Thérèse -et- Mme Jacqueline Lachance	75-09-19	(1975) T.E. 186 Vol. 2	76-04-28	Appel rejeté le 79-02-12	
34-000093-75Q C.A. 200-09-000238-763	Corp. Mun. de la Ville de St-Georges Ouest (appelante) -et- Succ. Charles-Auguste Thibaudeau Marc Lapierre	76-02-03	(1976) T.E. 116 Vol. 1	76-05-11	Appel rejeté le 80-09-22	
34-000091-75Q C.A. 200-09-000236-767	Corp. Mun. de la Ville de St-Georges Ouest (appelante) -et- Comact Inc.	76-02-03		76-05-11	Appel rejeté le 80-09-22	(1980) C.A. 521 J.E. 80-936
34-000094-75Q C.A. 200-09-000237-767	Corp. Mun. de la Ville de St-Georges Ouest (appelante) -et- Comact Inc.	76-02-03		76-05-11	Appel rejeté le 80-09-22	J.E. 80-936
34-000092-75Q C.A. 200-09-000239-761	Corp. Mun. de la Ville de St-Georges Ouest (appelante) -et- Succ. Charles-Auguste Thibaudeau Marc Lapierre	76-02-03	(1976) T.E. 116 Vol. 1	76-05-11	Appel rejeté le 80-09-22	
34-000406-73Q C.A. 200-09-000551-777	Restaurants et Hôtels Châtelaine (appelante) -et- Ministre des Transports	76-02-26	(1976) T.E. 19 Vol. 1	1977	Indemnité augmentée de 44 690,00 $ le 80-07-11	(1980) C.A. 511
34-000675-74Q	Ville de Hauterive (appelante) -et- Dame Aline Deschênes-Brisson	76-07-14		76-09-22	Appel rejeté le 78-09-18	
34-000911-74Q	Gaston Leclerc (appelant) -et- Comm. Hydroélectrique de Québec	76-06-15	(1976) T.E. 246 Vol. 1	77-01-13	Désistement le 78-05-23	

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-000228-74M C.A. 500-09-000134-775	Soc. Aménagement Outaouais -et- William Assad	76-12-01	(1976) T.E. 241 Vol. 2	77-02-03	Appel rejeté le 79-01-12	J.E. 82-946
34-000037-76Q C.A. 200-09-000106-77	Solomon Bierbrier (appelante) -et- Ville de Québec	76-12-22	(1976) T.E. 303 Vol. 2	77-03-07	Indemnité augmentée de 286 334 $ le 82-09-27	
34-000038-76Q C.A. 200-09-000107-77	Geomar Trading Co. Solomon Bierbrier (appelantes) -et- Ville de Québec	76-12-22	(1976) T.E. 303 Vol. 2	77-03-07	Indemnité augmentée de 19 326 $ le 82-09-27	
34-000039-76Q C.A. 200-09-000108-77	Maron Properties Limited Solomon Bierbrier (appelantes) -et- Ville de Québec	76-12-22	(1976) T.E. 303 Vol. 2	77-03-07	Indemnité augmentée de 27 169 $ le 82-09-27	
34-000040-76Q C.A. 200-09-000109-77	Geomar Properties Limited Solomon Bierbrier (appelantes) -et- Ville de Québec	76-12-22	(1976) T.E. 303 Vol. 2	77-03-07	Appel rejeté le 82-09-30	
20-7285-X C.A. 500-09-001050-764	Ville de Laval -et- Gagné R. & G. Inc.	76-06-15	(1976) T.E. 266 Vol. 1	77-03-25	Appel rejeté le 79-01-22	
34-001069-74M C.A. 500-09-001001-775	Ville de Montréal -et- Crelinsten Realties Ltd.	77-05-13		77-08-04	Indemnité augmentée de 25 739,50 $ le 82-02-26	
20-4011-X 20-4012-X C.A. 500-09-001245-778	Ville d'Anjou -et- Les Immeubles Versailles Inc. & Al.	77-06-20	(1977) T.E. 251	77-10-21	Désistement le 79-02-08	
34-000027-75Q C.A. 200-09-000623-774	Ministre des Transports (appelant) -et- Léopold Laforest	76-09-17	(1976) T.E. 236 Vol. 1	77-11-21	Appel rejeté le 81-02-22	(1982) C.A. 164 J.E. 82-269
34-000711-74Q 34-000550-76Q C.A. 200-09-000688-77	Emmanuel Labbé Emmanuel Labbé Inc. (appelants) -et- Ministre des Transports	77-01-20	(1977) T.E. 56	77-12-22	Indemnité augmentée pour frais de drainage le 80-09-05	(1980) C.A. 518 J.E. 80-859
34-000104-78M C.A. 500-09-000794-784	Cité de Sorel (appelante) -et- Corp. Muni. de St-Pierre de Sorel	—		1978	Accueille la requête pour expropriation le 81-08-28	(1981) C.A. 536 J.E. 81-886
34-000304-75M C.A. 500-09-000276-782	Soc. Aménagement Outaouais -et- Thurso Pulp & Paper Co.	77-12-16		78-03-01	Désistement le 78-08-20	

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-000305-75M C.A. 500-09-000278-788 34-000306-75M C.A. 500-09-000279-786 34-000307-75M C.A. 500-09-000280-784 34-000308-75M C.A. 500-09-000281-782 34-000309-75M C.A. 500-09-000282-780 34-000357-75M C.A. 500-09-000277-780						
34-001181-75Q C.A. 200-09-000144-789	Chalet du Baril Inc. (appelante) -et- Ministre des Travaux Publics	77-10-13	(1978) T.E. 122 Vol. 1	78-03-10	Désistement le 80-09-24	
34-000029-73M C.A. 500-09-000349-787	Ministre des Transports -et- Danroute Inv.	77-12-29		78-03-14	Appel rejeté le 80-01-14	
34-001168-76Q C.A. 200-09-000215-78	Pierre Parent -et- Ministre des Transports	78-02-14	(1978) T.E. 257 Vol. 2	78-04-07		
34-000186-74Q C.A. 200-09-000214-780	Albert Côté (appelant) Ministre des Transports	78-03-03	(1978) T.E. 278 Vol. 2	78-04-10		
34-000728-74M C.A. 500-09-000685-784	Min. des Affaires Culturelles -et- Louis Armand Dufour	78-02-10	(1978) T.E. 245 Vol. 2	78-05-78	Indemnité augmentée de 65 000,00 $ le 82-04-30	J.E. 82-567
34-001168-76M C.A. 500-09-001100-783	Ministre des Transports -et- Denis & Réal Laprade	78-02-17		78-08-31		
34-000705-75M C.A. 500-09-001169-788	Min. des Travaux Publics et de l'Approvisionnement -et- Campeau Corporation	78-07-06	(1978) T.E. 374 Vol. 2	78-09-25	Indemnité augmentée de 798 452 $ le 82-09-17	
34-000832-73Q C.A. 200-09-000318-789	Edward Vautier (appelant) -et- Ministre des Transports	77-10-11		78-10-06		

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-000909-74Q C.A. 200-09-000659-78 200-09-000679-78	Michaud & Simard Inc. -et- Comm. hydroélectrique de Québec	78-07-05	(1978) T.E. 348 Vol. 2	78-11-03	Indemnité diminuée de 128 379 $ le 82-03-29	(1982) C.A. 169 J.E. 82-434
34-001439-76Q C.A. 200-09-000774-783	Bernardin Bélanger (appelant) -et- Ministre des Travaux publics et de l'Approvisionnement	78-10-11	(1978) T.E. 473 Vol. 2 (1980) T.E. 407	78-12-05	Appel accueilli, dossier retourné au Tribunal le 80-04-30	(1980) C.A. 505 J.E. 80-528
34-001171-76M C.A. 500-09-001536-788	Ville de Laval -et- Karl Heinz Riewer	78-11-08		78-12-18	Désistement le 80-06-30	
34-001233-76Q C.A. 20-09-000021-797	Ministre des Travaux Publics et de l'Approvisionnement (appelant) -et- Camilien Bélanger	78-08-24	(1978) T.E. 399 Vol. 2 (1980) T.E. 273	79-01-08	Appel rejeté le 80-07-16	
34-001234-76Q C.A. 200-09-000022-795	Ministre des Travaux Publics et de l'Approvisionnement (appelant) -et- Régis Patry	78-08-28		79-01-08	Appel rejeté le 80-07-16	
34-001235-76Q C.A. 200-09-000023-793	Ministre des Travaux Publics et de l'Approvisionnement (appelant) -et- Lorenzo Jacques Lorenzo Gagnon	78-08-25		79-01-08	Désistement le 79-08-21	
34-001236-76Q C.A. 200-09-000024-791	Ministre des Travaux Publics et de l'Approvisionnement (appelant) -et- Aristide Bélanger	78-08-28		79-01-08	Désistement le 79-08-21	
34-001407-76Q C.A. 200-09-000025-798	Ministre des Travaux Publics et de l'Approvisionnement (appelant) -et- Robert Bélanger	78-08-29		79-01-08	Désistement le 79-08-21	
20-4185-X C.A. 500-09-000136-796	Ville d'Anjou -et- East End Dev. Corp. (appelante)	77-11-10	(1979) T.E. 1	79-01-25	C.A. a demandé au T.E. de reprendre l'enquête (en délibéré au T.E.)	(1981) C.A. 539 J.E. 81-988
34-001211-76Q C.A. 200-09-000103-793	Les Immeubles Cataraqui Inc. (appelante) -et- Ministre des Affaires Culturelles	78-12-11	(1979) T.E. 41	79-02-12	Appel rejeté le 82-08-05	(1982) C.A. 495 J.E. 82-842

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
20-3889-X 20-4020-X C.A. 500-09-000229-799	Ville d'Anjou -et- East End Dev. Corp.	78-03-15		79-02-14	Appel rejeté le 81-10-08	
20-6282-X 20-6283-X C.A. 500-09-000243-790	Ministre des Transports -et- Thomas Lebeau	78-11-15	(1979) T.E. 28	79-02-16	Appel rejeté le 82-06-03	J.E. 82-637
20-7170-X C.A. 500-09-000261-792	Soc. Aménagement Outaouais -et- Marguerite Sandercock Hunter	78-12-06		79-02-22		
34-000845-75M C.A. 500-09-000481-796	Comm. de Transports de la Rive-Sud -et- Charles Émile Sénécal & Al.	78-11-21		79-05-05	Appel rejeté le 83-09-08	
34-000375-76Q C.A. 200-09-000272-796	Ministre des Transports (appelant) -et- Jean-Luc Marois	78-11-16		79-04-11	Appel rejeté le 83-03-09	J.E. 83-475
34-000728-75M C.A. 500-09-000568-790	Ministre des Transports -et- Taverne Rendez-Vous Inc. (app.)	79-01-03	(1978) T.E. 467 Vol. 2 (1979) T.E. 85	79-04-20	Indemnité augmentée de 76 200,00 $ le 83-07-20	(1983) C.A. 467 J.E. 83-786
20-6938-X C.A. 500-09-000563-791	Ministre des Transports -et- Rolland Poulin	79-10-18		79-04-20	Désistement le 80-02-14	
34-001539-75Q C.A. 200-09-000291-796	Paul-Émile Rochon (appelant) -et- Communauté Urbaine de Québec	79-03-09	(1979) T.E. 154	79-04-27	Désistement le 79-12-14	
20-5151-X C.A. 500-09-000762-799	Ministre des Transports -et- Denis Vinet	79-02-27	(1979) T.E. 148	79-05-29		
20-4167-X C.A. 500-09-000505-792	Ville d'Anjou -et- Schaefner Corp.	75-06-17	(1979) T.E. 139	79-06-15	Désistement le 79-11-22	
34-000717-75Q C.A. 200-09-000493-798	Réal Allard (appelant) -et- Ministre des Transports	79-03-23	(1979) T.E. 198	79-07-20	Désistement le 80-03-06	
34-001201-76M C.A. 500-09-001078-799	Ville de Laval -et- André Aird & Al.	79-05-29		79-07-27	Appel rejeté le 84-04-13	

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-001052-76M C.A. 500-09-001116-797	Corporation Municipale de St-Norbert -et- Urbain Chevrette	79-05-29		79-08-08	Indemnité augmentée de 3 447,50 $ le 83-02-15	
34-000208-77Q C.A. 200-09-000548-799	Hormidas St-Laurent (appelant) -et- Ministre des Affaires Culturelles	79-05-09		79-08-10		
34-001340-76M C.A. 500-09-001185-792	Ville de Laval -et- Les Immeubles P.J. Ltée & Lutrand Inc.	79-06-28	(1979) T.E. 250 333	79-08-03	Désistement en 1980	
34-000629-78Q C.A. 200-09-000644-796	Pierre Durand (appelant) -et- Ministre des Transports	79-03-19	(1979) T.E. 175	79-09-28	R.H.C. le 81-03-25	
34-000271-76Q C.A. 200-09-000742-798	Ministre des Travaux Publics et de l'Approvisionnement (appelant) -et- Wilfrid, Marcel, Ambroise et Jean-Marie Boudreault	79-07-05	(1979) T.E. 347	79-11-06	R.H.C. le 83-01-24	
34-000905-76Q C.A. 200-09-000767-795	Ministre des Transports (appelant) -et- Texaco Canada Limitée	79-08-16	(1979) T.E. 392	79-11-08	Indemnité additionnelle diminuée de 13 009,12 $ le 83-02-15	J.E. 83-389
34-000769-77M C.A. 500-09-001494-798	Ville de St-Hyacinthe -et- Incoseed Limited	79-10-22	(1979) T.E. 481	79-12-06	Appel rejeté le 84-01-04	
34-001073-74M C.A. 500-09-001496-793	Ville d'Anjou -et- Maurice Veilleux, Raynald G. Plouffe -et- Comm. Mun. du Québec	79-09-27	(1979) T.E. 455	79-12-10	Désistement le 80-03-18	
34-000032-79Q C.A. 200-09-000090-800	Ville de Québec (appelante) -et- Jules Marois	79-12-07		80-02-11	Désistement le 81-03-09	
34-000033-79Q C.A. 200-09-000091-808	Ville de Québec (appelante) -et- M & M Caravane Ltée	79-12-07	(1980) T.E. 39	80-02-11	Désistement le 81-03-09	
34-000666-75Q C.A. 200-09-000279-809	Lucien Breton (appelant) -et- Ministre des Transports	80-01-14	(1980) T.E. 72	80-05-08	Désistement le 81-11-17	

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-0001706-76M C.A. 500-09-000770-800	Commission Scolaire de Terrebonne -et- Gaudreault Construction Inc.	80-03-10		80-05-26		
34-001548-75Q C.A. 200-09-000367-802	Ministre des Transports (appelant) -et- Aurélien Roy	80-02-01		80-06-19	Appel rejeté le 84-04-25	
34-001388-76M C.A. 500-09-001058-809	Ministre des Transports -et- Léonard Patry Limitée	79-11-07		80-07-24		
34-001766-78Q C.A. 200-09-000451-804	Ministre des Transports (appelant) -et- Dame Paquerette Blais-Boutin	80-05-20	(1980) T.E. 174	80-07-24	R.H.C. le 81-10-08	
34-000469-79Q C.A. 200-09-000543-80	La Corporation Municipale de St-Henri (appelante) -et- Provincial Hardwoods Inc.	80-08-07	(1980) T.E. 335	80-09-12		
34-001522-75M C.A. 500-09-001057-801	Ministre des Transports -et- Roger Dubois	80-06-17		80-09-15		
20-5441-X C.A. 500-09-001148-808	Cité de St-Léonard -et- F.D. Jarvis & Al	80-04-17		80-10-06		
20-4727-X C.A. 500-09-001149-806	Cité de St-Léonard -et- Succ. Andrew Hamilton Gault & Al	80-04-17		80-10-06		
20-4276-X C.A. 500-09-001150-804	Cité de St-Léonard -et- Succ. Andrew Hamilton	80-04-17		80-10-06		
34-000806-78Q C.A. 200-09-000612-801	Ministre des Travaux Publics et de l'Approvisionnement (appelant) -et- Séminaire de Québec	80-07-04	(1980) T.E. 289	80-10-21	Appel accueilli sur l'indemnité additionnelle le 84-09-11	J.E. 84-754
34-000072-80Q C.A. 200-09-000601-804	Paul Gingras, Dame Louise B. Gingras, Paul P. Borne, Dame Noémie Tanguay-Bédard (appelants) -et- Ministre des Transports	80-08-25	(1980) T.E. 417	80-10-21	Appels principal et incident rejetés le 82-07-20	(1982) C.A. 169 J.E. 82-827

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-000907-76Q C.A. 200-09-000660-800	Ministre des Transports (appelant) -et- Dame Pearl Tremblay	79-09-05	(1979) T.E. 417	80-11-14	Désistement le 83-07-14	
34-000467-77M C.A. 500-09-001354-802	Commission Scolaire Régionale Lignery -et- Imperial Footwear Imports Aorita Realties Ltd	80-09-09	(1980) T.E. 455	80-11-14	Désistement le 82-06-11	
34-000628-75M C.A. 500-09-000279-802	Ville de Lasalle -et- J.C. René Plourde	79-12-03		80-11-21		
34-000794-76M C.A. 500-09-001075-803	Commission Scolaire de Varennes -et- Domaine des Hauts-Bois Inc.	80-07-28	(1980) T.E. 320	80-12-12	Désistement le 81-03-25	
20-2786-X C.A. 500-09-000093-815	Cité de St-Léonard -et- Narbo Investment Corp.	80-09-20	(1980) T.E. 492	81-01-19		
34-000466-76M C.A. 500-09-000965-806	Ministre des Transports -et- Rodolphe Drapeau	80-05-27	(1980) T.E. 183	81-01-21		
34-000454-75M C.A. 500-09-000195-818	Lakeshore Sc. Board -et- James Walker Hardware (1955) Ltd -et- Glenwiew Corp. -et- Cemp Inc. Ltd.	79-12-14		81-02-13		
34-000455-75M C.A. 500-09-000196-816	Lakeshore Sc. Board -et- James Walker Hardware -et- Cemp. Inc. Ltd.	79-12-14		81-02-13		
34-001800-78Q C.A. 200-09-000300-811	Ville de Beauport (appelante) -et- Gérard Filteau	81-01-05	(1981) T.E. 28	81-04-15	Appel rejeté le 84-04-25	
34-000282-78Q C.A. 200-09-000343-811	Oscar Gagnon (appelant) -et- Ministre des Transports	78-12-20		81-05-06		
34-000369-78Q C.A. 200-09-000344-819	Robert Croteau (appelant) -et- Ministre des Transports	78-12-21		81-05-06		

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-001164-75M C.A. 500-09-000688-804	Société Aménagement Outaouais -et- Paul-Émile Dumouchel	80-03-21	(1980) T.E. 147	81-05-13	Appel rejeté le 84-08-24	(1984) C.A. J.E. 84-753
34-001842-78Q C.A. 200-09-000469-814	Ville de Beauport (appelante) -et- Guy Letarte	81-04-09	(1981) T.E. 112	81-06-18	Indemnité diminuée de 4 882 $ le 84-05-29	J.E. 84-559
34-001443-76M C.A. 500-09-000836-817	North Island School Board -et- Toulon Construction Inc.	81-02-18		81-06-19		
34-000159-77M C.A. 500-09-000848-812	Ville de Longueuil -et- Sabal Holdings Corp. -et- Helen Properties B.V.	81-04-28		81-06-22	Désistement le 81-10-14	
34-000994-74Q C.A. 200-09-000559-812	Romuald Jolicoeur (appelant) -et- Ministre des Transports	80-08-15	(1980) T.E. 380	81-07-28		
34-000711-76M C.A. 500-09-001078-815	Ville de Longueuil -et- Ben Lechter	81-04-28	(1981) T.E. 143	81-07-29	Désistement le 81-10-05	
34-000565-80Q C.A. 200-09-000644-812	Denis Michel (appelant) -et- Ville de Québec	81-07-07	(1981) T.E. 224	81-08-31		
34-000345-76M C.A. 500-09-000030-825	Société Aménagement Outaouais -et- Andrew N. Brown	81-11-25		82-01-07		
34-000097-76M C.A. 500-09-000031-823	Société Aménagement Outaouais -et- Douglas R. Cowden	81-11-25		82-01-07		
34-000495-76M C.A. 500-09-000094-821	Société Aménagement Outaouais -et- William H. Cross	81-11-25	(1981) T.E. 328	82-01-20		
34-000520-76M C.A. 500-000102-822	Société Aménagement Outaouais -et- William H. Cross	81-11-25		82-01-20		
34-001528-77Q C.A. 200-09-000189-826	Gérard Ratté (appelant) -et- Ministre des Transports	81-04-16	(1981) T.E. 132	82-03-10		

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-000882-78Q C.A. 200-09-000197-829	Ministre des Transports (appelant) -et- Les Immeubles Régence Ltée	82-01-21	(1982) T.E. 54	82-03-18		
34-001051-77M C.A. 500-09-000604-827	Société Aménagement Outaouais -et- Eddy Cross	82-02-17		82-04-29		
34-001193-80Q C.A. 200-09-000458-825 200-09-000254-836	Ville de Beauport (appelante) -et- Georges Odesse	82-03-26		82-06-28 83-03-11		
34-000087-80Q C.A. 200-09-000501-822	Ministre des Transports (appelant) -et- Henri l'Heureux, Dame Henri l'Heureux	82-04-19	(1982) T.E. 106	82-07-12	Désistement le 84-02-22	
34-001189-80M C.A. 500-09-000944-827	Ville de Montréal -et- Antonio Mamazza	82-04-29	(1982) T.E. 127	82-07-12	R.H.C. le 83-04-19	
34-001131-80M C.A. 500-09-000989-822	Ville de Montréal -et- Costanza Savella	82-04-29		82-07-19	R.H.C. le 83-04-21	
34-001186-80M C.A. 500-09-000999-821	Ville de Montréal -et- Mme Gaetanino Rizzo Giuseppe Sacco	82-04-29		82-07-21	R.H.C. le 83-04-21	
34-001241-80M C.A. 500-09-001002-823	Ville de Montréal -et- Franco Di Lena, Luigi Ciccon	82-04-29		82-07-22	R.H.C. le 83-04-19	
34-001242-80M C.A. 500-09-001003-821	Ville de Montréal -et- Mme Derna Marinelli Ettore Roaldi	82-04-29		82-07-22	R.H.C. le 83-04-19	
34-001207-80M C.A. 500-09-001004-829	Ville de Montréal -et- Mme Josephine & Mario Di Feo	82-04-29		82-07-22	R.H.C. le 83-05-20	
34-001182-80M C.A. 500-09-001010-826	Ville de Montréal -et- Mme Concetta Maniglio Donato Mele	82-04-29		82-07-23	R.H.C. le 83-04-19	
34-001256-80M C.A. 500-09-001012-822	Ville de Montréal -et- Mme Pinelope Dre John Kotsovos	82-05-31		82-07-23	R.H.C. le 83-06-30	
34-001108-80M C.A. 500-09-001025-824	Ville de Montréal -et- Salvatore Blonco	82-04-29		82-07-27	R.H.C. le 83-04-19	

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-001234-80M C.A. 500-09-001024-827	Ville de Montréal -et- Crescenzo Defeo	82-04-29		82-07-27	R.H.C. le 83-05-12	
34-001239-80M C.A. 500-09-001023-829	Ville de Montréal -et- Francesco Corbisiero	82-04-29		82-07-27	R.H.C. le 83-10-14	
34-001167-80M C.A. 500-09-1055-821	Ville de Montréal -et- Amedeo Filippo	82-04-29		82-07-29	R.H.C. le 83-05-20	
34-001170-80M C.A. 500-09-001156-829	Ville de Montréal -et- Anselmo Fossi	82-04-29		82-07-29	R.H.C. le 83-04-21	
34-001212-80M C.A. 500-09-001066-828	Ville de Montréal -et- Silvio Di Claudio Domenico Di Claudio	82-05-31		82-08-03	R.H.C. le 83-04-19	
34-001154-80M C.A. 500-09-001067-826	Ville de Montréal -et- Nicola Iafrancesco M. Mme Giacomo D'Agostino	82-04-29		82-08-03	R.H.C. le 83-05-20	
34-001114-80M C.A. 500-09-001068-824	Ville de Montréal -et- Maria D'Annello Mario Cusano	82-04-29		82-08-03	R.H.C. le 83-05-20	
34-001109-80M C.A. 500-09-001129-824	Ville de Montréal -et- Santo Ferri	82-05-31	(1982) T.E. 189	82-08-19		
34-001208-80M C.A. 500-09-001130-822	Ville de Montréal -et- Giuseppe De Geso	82-04-29		82-08-19	R.H.C. le 83-04-27	
34-001162-80M C.A. 500-09-001153-824	Ville de Montréal -et- Angelo Chiappetta	82-04-29		82-08-25	R.H.C. le 83-04-19	
34-001240-80M C.A. 500-09-001152-826	Ville de Montréal -et- Simplicio Marcano Senito Simonetti	82-04-29		82-08-25	R.H.C. le 83-06-16	
34-001138-80M C.A. 500-09-001204-825	Ville de Montréal -et- Sisto Vissa	82-04-29		82-09-08	R.H.C. le 83-04-19	
34-000714-81Q C.A. 200-09-000720-828	Commission Scolaire régionale de Tilly (appelante) -et- Paul Bégin	82-08-26	(1982) T.E. 231	82-10-18		
34-001307-78Q C.A. 200-09-000208-832	Dame Maria Rioux-Therrien (appelante) -et- Ministre des Transports	82-10-12	(1982) T.E. 270	82-02-17		

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-000666-81Q C.A. 200-09-000162-831	Commission Scolaire régionale de Tilly (appelante) -et- Automobile Etcho Inc.	83-01-10	(1983) T.E. 17	83-02-24		
34-000096-82M C.A. 500-09-000681-833	Ville de Brossard (appelante) -et- Louis Pelletier (Parc maison mobile)	83-02-01	(1983) T.E. 61	83-03-25	Appel rejeté le 83-11-22	(1983) C.A. 475 J.E. 83-861 J.E. 83-1172
34-001195-80Q C.A. 200-09-000307-832	La Compagnie les services urbains transport des Forges (appelante) -et- Corporation intermunicipale de la Mauricie Inc.	83-03-10	(1983) T.E. 71	83-04-15		
34-000466-82Q C.A. 200-09-000254-834	La Commission Scolaire la Jeune-Lorette (appelante) -et- La Fédération des Caisses populaires Desjardins de Québec	83-01-17 83-01-31		83-05-03		
34-001601-76M C.A. 500-09-000900-837	Commission Scolaire des Mille-iles -et- Park Laval Realty Co. Ltd.		(1983) T.E. 48	83-05-13		
34-000422-81Q C.A. 200-09-000487-832	Ville de Québec (appelante) -et- Donald Marcoux	83-01-27	(1983) T.E. 31	83-05-24		
34-001467-75M C.A. 500-09-001033-836	Ministre des Transports -et- André Vaillancourt	83-05-02		83-06-03		
34-001168-81Q C.A. 200-09-000543-832	Société Inter-Port de Québec (appelante) -et- Michel Fernet	83-03-29	(1983) T.E. 93	83-06-13	R.H.C. le 84-02-16	
34-000721-80Q C.A. 200-09-000010-832	Jean-Pierre Benoît (appelant) -et- La Commission Scolaire de Chavigny	82-11-10		83-08-09		
34-000889-77M C.A. 500-09-1378-835	Corporation Mun. St-Grégoire de Greenlay -et- Raymond Labrecque	83-03-21		83-08-16		

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-001261-77M C.A. 500-09-001417-831 500-09-001744-838	Commission Scolaire des Mille-Îles -et- Queenstown Properties S.A. Cie Ltée	83-06-16		83-08-22 83-10-07	Désistement	
34-000516-82Q C.A. 200-09-000763-836	Ville de Québec (appelante) -et- Louis-Georges Durand	83-07-19	(1983) T.E. 166	83-09-07		
34-001179-76M C.A. 500-09-001627-835 500-09-001799-832	Ville de Laval -et- C.A. Spencer Ltée	83-08-22	(1983) T.E. 178	83-10-19 83-11-24	Désistement le 83-10-19	
34-000370-80M C.A. 500-09-001731-835	Ministre des Transports -et- Henri Loder	83-07-14		83-11-10		
34-000732-78Q C.A. 200-09-000042-843	Dame Bernard Létourneau (Noella Vachon) (appelante) -et- Ministre des Transports	83-10-25		84-01-06		
34-200001-79M C.A. 500-09-000271-841	Ministre des Transports -et- Théodor Harb	83-02-07		84-02-07		
34-000009-79Q C.A. 200-09-000196-847	Ville de Beauport (appelante) -et- Dame Germaine Thibodeau Shee	84-01-20		84-03-02		
34-000831-77M C.A. 500-09-000338-848	Ville de Longueuil -et- Jeanne d'Arc Lambert-Picotte	84-02-01		84-03-06		
34-000720-78M C.A. 500-09-000734-848	Ministre des Travaux Publics et de l'Approvisionnement -et- Sarah Elisabeth Miner & Al	83-12-19		84-06-08		
34-000615-81M C.A. 500-09-000761-841	Ministre des Transports -et- Congrégation Missionnaire des Pères du St-Esprit	84-03-14		84-06-14		
34-000668-78Q C.A. 200-09-000568-847	Les Habitations techniques H.C. Ltée (appelante) -et- Ministre des Transports	84-02-01		84-06-21		

Décisions du Tribunal en appel

Numéro de cause	Noms des parties	Date ordonnance	Rapportée	Date appel	Résultat	Rapportée
34-000133-78Q C.A. 200-09-000806-841	Noël Beaulieu (appelant) -et- Ministre des Transports	84-08-06		84-10-17		